



HAL
open science

Des étudiantes du coin

Perrine Agnoux

► **To cite this version:**

Perrine Agnoux. Des étudiantes du coin : Mobilités étudiantes et rapport au territoire d'origine. Journées d'études Genre et Territoire, Jun 2023, Dijon, France. hal-04592620

HAL Id: hal-04592620

<https://hal.science/hal-04592620>

Submitted on 30 May 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Des étudiantes du coin : mobilités étudiantes et rapport au territoire d'origine

Perrine Agnoux, INSPE de l'Université Lyon 1, Centre Max Weber.

perrine.agnoux@univ-lyon1.fr

Dans le cadre de ma thèse portant sur le rapport au territoire de jeunes femmes de classes populaires, je me suis aperçue que celles qui poursuivaient des études supérieures étaient parmi les plus impliquées dans les sociabilités publiques locales, malgré l'éloignement géographique lié à leurs études. Ces étudiantes qui suivent des études courtes et dont la famille est souvent reconnue localement, aspirent à s'installer dans leurs coins. Dans un espace d'interconnaissance où les classes populaires sont surreprésentées, ces jeunes femmes travaillent à l'entretien d'un capital d'autochtonie familial, forme de capital social et symbolique populaire qui peut être défini comme « l'ensemble des ressources que procure l'appartenance à des réseaux de relations localisés » (Renahy, 2010, p. 9).

Dans les stratégies familiales de reproduction (Bourdieu, 1974), les investissements scolaires et les investissements en capital d'autochtonie ont été plutôt pensés comme concurrentiels, le capital d'autochtonie reposant sur des compétences techniques plutôt que sur la culture savante. Dans un article portant sur la place de la propriété immobilière dans l'entretien d'un capital d'autochtonie familiale, Sibylle Gollac note que le capital d'autochtonie s'accumule dans l'espace local « au détriment du capital scolaire » (Gollac, 2013, p. 157). J'aimerais dans cette communication interroger l'articulation entre investissements scolaires et implication dans des stratégies de reproduction familiale centrées sur l'espace local.

Je m'appuierai pour cela sur une enquête ethnographique réalisée dans un département rural isolé des grandes agglomérations universitaires. Le département est caractérisé par un taux de chômage relativement faible, une surreprésentation de l'emploi agricole et indépendant et une prédominance de l'économie tertiaire présentielle et de l'emploi public. Le vieillissement

démographique particulièrement fort¹ génère un besoin de main d'œuvre important pour la prise en charge de la dépendance, renforcé par les politiques en faveur du maintien des personnes âgées à leur domicile.² Cette orientation de l'emploi féminin se retrouve aussi dans l'offre de formation professionnelle : en 2017, près de la moitié des lycéennes qui préparent un baccalauréat professionnel dans des établissements de l'éducation nationale sont dans les « Spécialités plurivalentes sanitaires et sociales » dans le département³. Souhaitant enquêter sur celles qui restent, qui ont ajusté leurs aspirations professionnelles à l'espace des possibles local (Lemêtre et Orange, 2016), le secteur médico-social s'est imposé comme point de départ pour l'enquête de terrain.

J'ai suivi cinquante-quatre jeunes femmes, âgées de 18 à 25 ans, ayant été scolarisées en baccalauréats professionnels sanitaires et sociaux⁴ dans cinq établissements du département. Les entretiens généralement répétés ont été accompagnés d'observations de scènes de sociabilités et des relations privilégiées ont été nouées avec plusieurs d'entre elles. Des observations ont aussi été conduites en lycée professionnel et les enseignantes de ces filières de formation ont aussi été rencontrées afin de mieux comprendre la socialisation spatiale de ces jeunes femmes au moment de l'entrée dans la vie adulte.

Parmi les 54 enquêtées, 10 ont été rattachées à un pôle que j'ai nommé les « étudiantes du coin ». Ces jeunes femmes aux études supérieures courtes, le plus souvent dans le secteur médico-social (BTS, IUT, écoles d'infirmière, éducatrice spécialisée ou assistante sociale) sont les plus dotées de la population d'enquête. Plus souvent filles de petit·e·s indépendant·e·s⁵, leurs familles sont pleinement inscrites dans les sociabilités populaires locales, même si elles ne sont pas autochtones. Ces jeunes femmes qui sont en cours d'études ou achèvent tout juste leur formation à

¹ L'indice de vieillissement de la population (nombre de personnes âgées de 65 ans et plus pour 100 personnes âgées de moins de 20 ans) est de 131,5 dans le département en 2017 (Insee, RP - exploitation principale) contre 79,9 pour l'ensemble de la France, ce qui le classe au 8e rang par ordre décroissant

² Les quatre familles professionnelles les plus représentées chez les femmes actives en emploi sont : agents d'entretien, aides-soignantes, aides à domicile et aides ménagères et infirmières, sage-femmes. Tandis que ces quatre familles professionnelles représentent près d'un emploi féminin sur cinq en France métropolitaine, elles représentent plus du quart des emplois dans le département.

³ 46% contre 28% en France métropolitaine (Base centrale scolarité, DEPP).

⁴ Il s'agit des baccalauréats professionnels Accompagnement, Soins et Services à la Personne (ASSP) de l'éducation nationale et Services aux personnes et aux territoires (SAPAT) de l'enseignement agricole.

⁵ Ces familles de petit·e·s indépendant·e·s partagent avec les familles d'ouvriers et d'employées un ensemble de propriétés sociales (petites ressources économiques, éloignement de la culture légitime et formes d'autonomie culturelle) qui invitent à les rattacher aux classes populaires locales (Schwartz, 2011).

la fin de l'enquête sont aussi plus souvent célibataires et plusieurs résident au moins en partie chez leurs parents. Toutes ont fait des études supérieures, à l'exception de Roxane, que j'ai rapproché de ce pôle en raison de l'investissement scolaire conséquent dont témoigne son parcours, puisqu'elle a suivi une formation complémentaire très sélective à Paris pour devenir auxiliaire de puériculture. C'est sur les itinéraires de ces dix jeunes femmes, présentées dans le tableau 1, que je vais me focaliser dans cette communication.

Tableau 1 : Les étudiantes du coin

Nom donné	Âge	Configuration familiale à la sortie du lycée	Diplômes complémentaires au bac	Situation pro/études	Configuration conjugale	Situation résidentielle
Alicia	22	Famille monoparentale, mère ouvrière en blanchisserie, père livreur. Une petite sœur.	Licence professionnelle logistique et système d'information	Gestionnaire de stock (CDI temps plein)	Célibataire	Propriétaire seule
Auriane	24	Famille monoparentale, mère au foyer, père guide de randonnée. Trois demi-frère et sœurs plus âgé-e-s	Licence professionnelle Gestion et organisation de l'économie sociale et solidaire	En recherche d'emploi	Compagnon de 41 ans, auto-entrepreneur forestier (père de trois enfants)	Vit chez son compagnon propriétaire
Camille	20	Famille recomposée, mère secrétaire (beau-père ouvrier), père conducteur d'engins (belle-mère enseignante). Un demi-frère plus âgé.	BTS Économie sociale et familiale (ESF)	Licence professionnelle responsable de structure enfance et petite enfance	Compagnon de 20 ans, ouvrier en CDI	Locataire seule
Caroline	23	Mère secrétaire, père cantonnier. Une petite sœur.	Diplôme d'État d'aide-soignante	2ème année d'école d'infirmière	Compagnon de 25 ans, étudiant	Locataire en couple
Coline	20	Parents petits commerçants. Deux petits frères.	BTS Économie sociale et familiale (ESF)	BTS ESF	Célibataire	Chez ses parents
Émilie	20	Mère Atsem, père militaire. Une grande sœur (Sarah).	Aucun	Étudiante en première année d'école d'infirmière	Célibataire	Chez ses parents
Pauline	23	Mère assistante maternelle, père commerçant. Deux petites sœurs.	Licence géographie et aménagement	Master 1 Valorisation du patrimoine et développement territorial	Célibataire	Chez ses parents
Roxane	22	Mère caissière, père artisan-commerçant à son compte. Fille unique.	Diplôme d'Etat d'auxiliaire de puériculture	Auxiliaire de puériculture en CDD à temps plein à l'hôpital	Célibataire	Locataire seule
Sandra	23	Père artisan, mère secrétaire de l'entreprise familiale. Un petit frère.	Diplôme d'État d'Assistante de service social (DEASS)	Dernière année de préparation du DEASS	Célibataire	Chez ses parents
Vanessa	22	Mère ouvrière en usine électronique, père ouvrier qualifié dans la mécanique. Un grand frère.	Diplôme d'État d'éducatrice spécialisée	Éducatrice spécialisée CDI temps plein	Célibataire	Chez ses parents

Dans cette communication je questionnerai les effets de stratégies familiales de reproduction centrées sur l'espace local sur les parcours de ces étudiantes. Dans une première partie, j'analyserai la socialisation à s'installer dans « ses coins » opérée par les instances familiale et scolaire. J'observerai ensuite les spécificités de leur expérience étudiante. Enfin je pointerai les réappropriations de la norme des études longues qu'elles manifestent par leur articulation des capitaux d'autochtonie et scolaire.

I. Une socialisation à l'installation dans ses coins

1) **Des stratégies de reproduction familiales genrées centrées sur l'espace local**

Si toutes les étudiantes du coin ne sont pas issues des familles autochtones, leurs familles sont majoritairement reconnues pour leurs investissements dans l'espace local. C'est le cas des parents de Pauline, originaires d'un petit village du nord-est de la France et arrivés il y a une quinzaine d'années dans le département en raison de la carrière professionnelle du père, directeur de magasin qui s'est ensuite mis à son compte en ouvrant un petit commerce. Ancien élu municipal, il préside actuellement le club de football d'un village voisin et il est également vice-président d'un club de tennis. Pauline bénéficie d'une bonne réputation familiale, mise à profit pour trouver des stages dans le cadre de son Master professionnel « Valorisation du patrimoine et développement territorial » en alternance en Creuse.

Ces étudiantes du coin ont souvent été introduites par leur père dans des sociabilités publiques locales largement dominées par les loisirs masculins (foot, rugby, chasse). Les filles les plus investies jouent alors souvent le rôle de « garçon manquant » dans la fratrie, à l'instar de Pauline, aînée de trois filles. La jeune femme a joué au foot pendant son enfance mais a dû abandonner pour des raisons de santé au cours de son BTS. Comme d'autres jeunes femmes enquêtées, cet abandon de la pratique ne l'empêche pas de rester impliquée autour du club : Pauline, qui porte un pull à l'effigie du club au moment de notre premier entretien, souligne qu'elle y reste investie et s'occupe de photographier les joueurs pendant les matches.

Toutefois, ce sont leurs frères qui sont avant tout dépositaires du capital d'autochtonie familial. Lorsqu'elles sont filles de petits indépendants, c'est aussi à eux qu'est prioritairement transmise l'affaire familiale. C'est le cas pour Coline (étudiante en BTS) dont le petit frère souhaite reprendre l'exploitation parentale et pour Sandra (assistante sociale), dont le frère est apprenti dans

l'entreprise parentale. Les jeunes femmes travaillent pourtant gratuitement pour leurs proches dans l'entreprise et en font la promotion sur les réseaux sociaux. Cette différenciation genrée des stratégies de reproduction familiale est aussi visible par le niveau de diplôme de leurs frères : alors que Vanessa est étudiante éducatrice spécialisée, son frère, joueur de rugby comme son père, est cantonnier dans son village, après l'abandon de son CAP.

Cette différenciation genrée des trajectoires a des conséquences sur les inégalités de genre puisque, contrairement à leurs frères qui restent vivre chez leurs parents en accédant tôt à une stabilité professionnelle à proximité, les jeunes femmes investissent dans leurs études et ne peuvent pas mettre de côté dans la perspective d'un achat. Ainsi, les parents de Sandra ont dissuadé son petit frère de partir pour se préparer à l'achat, dans un département où les prix immobiliers sont très faibles. De même, le grand frère de Vanessa reste vivre chez ses parents le temps d'avoir achevé la construction de sa maison.

Alors que les filles doivent provisoirement sacrifier leurs sociabilités locales et investir du temps et de l'argent dans leurs études pour espérer trouver une place stable dans la division du travail locale, leurs frères, moins diplômés parviennent beaucoup plus rapidement à s'installer. Ce décalage de calendrier se répercute au moment de la mise en couple et est accentué par l'écart d'âge entre les conjoints : parmi les 54 jeunes femmes enquêtées six ont emménagé ou on le projet d'emménager prochainement chez un compagnon déjà propriétaire⁶. Elles mettent alors en place des arrangements financiers pour compenser l'hébergement gratuit, investissements qui ne sont pas reconnus au moment de la séparation.

2) Un investissement éducatif indissociable des inégalités de genre sur le marché du travail

Cette différenciation genrée des stratégies de reproduction familiale est indissociable des inégalités de genre sur le marché du travail et des possibilités de monnayer le capital d'autochtonie familial. Héritant moins des entreprises familiales que leurs frères (Bessière et Gollac, 2020) et devant s'insérer sur un marché du travail rural qui leur est particulièrement défavorable (Arrighi, 2004), les jeunes femmes investissent dans le système scolaire et poursuivent des études plus

⁶ Cette configuration, statistiquement minoritaire à l'échelle nationale où « seules 8,1 % des résidences principales détenues par des couples hétérosexuels sont la propriété exclusive de l'homme » (mais deux fois plus fréquente que la configuration inverse) (Bessière et Gollac, 2020, p. 71),

longues, mais moins rentables, que leurs frères (Mosconi, 1983 ; Palheta, 2017). Alors que le frère de Vanessa a obtenu un poste de cantonnier, le capital d'autochtonie seul ne permet pas d'accéder à des emplois soutenables pour les jeunes femmes, en l'absence de diplôme complémentaire. Les mères, principalement en charge des investissements éducatifs, s'investissent alors plus fortement dans la scolarité de leurs filles. Cet investissement, décrit dans les récits d'enfance *a posteriori* passe concrètement par l'aide aux devoirs, les rencontres avec les enseignant·e·s, l'accompagnement dans l'orientation, mais aussi dans la recherche de stage.

Cet investissement éducatif maternel se traduit aussi dans leur implication dans les activités extrascolaires de leurs filles, particulièrement en ville, où elles côtoient les filles des classes moyennes et supérieures (Devaux, 2015). Les mères participent ainsi à leur socialisation aux espaces urbains, qui influence également les aspirations scolaires des jeunes femmes. Le « travail d'ajustement territorial » (Deville, 2019) nécessaire à la poursuite d'études supérieures en ville est en effet moins si elles ont fréquenté ces espaces au cours de leur enfance ou de leur adolescence. Roxane (père artisan-commerçant, mère caissière en grande surface) a par exemple pratiqué la danse dans la plus grande agglomération du département (aire urbaine de 100 000 habitants) depuis son enfance. Les amies qu'elle y a rencontrées, actuellement étudiantes, participent également à sa socialisation aux espaces urbains et la jeune femme leur rend régulièrement visite. En couple avec un étudiant de Paris avant de postuler aux concours d'auxiliaire de puériculture, elle lui a aussi rendu plusieurs visites et a fini par envisager de vivre dans la ville pour une année. Les étudiantes du coin, qui ont aussi plus souvent des membres de leur famille qui résident dans de grandes agglomérations cumulent alors une aisance relative à circuler dans les espaces ruraux et urbains.

Ces stratégies éducatives maternelles se déploient également en fonction des opportunités perçues dans l'espace local, d'où un investissement privilégié dans les professions intermédiaires du secteur médico-social, qui leur est souvent familier⁷. Ces stratégies éducatives genrées, centrées sur l'espace local, sont également confortées par l'institution scolaire.

3) La fabrique scolaire des « filles du coin »

En baccalauréat professionnel, les poursuites d'études supérieures concernent une minorité d'élèves⁸, pour la plupart en BTS puis, plus rarement, en licence professionnelle, ou en écoles de

⁷ Parmi les 51 mères d'enquêtées, 17 d'entre elles, soit un tiers, y ont un emploi. Beaucoup y ont travaillé.

⁸ En 2019, 7 élèves sur une classe de 29 poursuivent des études supérieures : 5 en BTS, une en Institut de formation en soins infirmiers et une en licence de psychologie. Les enquêtes du ministère de l'agriculture (Enquêtes sur l'insertion

formation aux professions intermédiaires du secteur médico-social. Les enseignantes encouragent ainsi leurs meilleures élèves à investir dans un « petit supérieur » (Orange, 2009) plutôt qu'à l'Université, perçue comme un univers hostile. Le choix de la proximité est alors privilégié : BTS de l'établissement ou à défaut dans une petite ville à proximité, où le suivi des élèves est perçu comme plus personnalisé, dans la continuité du travail d'accompagnement dont elles ont bénéficié au lycée. Camille, qui a choisi un BTS sanitaire et social dans une petite ville à une heure de route de chez elle, plutôt que dans la ville universitaire de Limoges (également à une heure de route) souligne ainsi que la taille de la ville a joué dans son choix d'orientation :

« Moi clairement c'est mes profs qui m'ont fait mon dossier. J'ai dit : "Je ne sais pas où je vais, je ne sais pas ce que je veux faire l'année prochaine. Je sais que je veux continuer les études mais je ne sais pas ni où, ni dans quoi." Ils m'ont dit : "Écoute, moi je te vois bien dans ça". J'ai dit : "Ok donc je mets quoi : Fortois ou Limoges ?" Ils m'ont dit : "Écoute je pense que Fortois c'est un peu plus cosy, il y a moins de monde." »⁹

Ce suivi individualisé est d'ailleurs mis en avant par un enseignant du BTS de Fortois, où le quota de bac pro est plus élevé qu'à Limoges, ville universitaire de l'Académie, qui parle de « calinothérapie » et de « maternage » lors des journées portes ouvertes. En appuyant ces discours, les enseignantes participent alors à la structuration d'un espace des possibles largement centré sur les opportunités d'études locales. Elles renforcent ainsi la socialisation familiale en favorisant une offre scolaire de proximité, qui concerne surtout les « strates les moins valorisées » des études supérieures (Grossetti et Losego, 2003). Elles dissuadent au contraire les projets perçus comme manquant de réalisme (vœux en licence, trop éloignés qu'elles risquent de refuser...). Les étudiantes, qui ne font pas toujours l'expérience de la grande agglomération, font une expérience particulière de la jeunesse étudiante.

II. Le départ en ville : un sacrifice provisoire

scolaire et professionnelle à court terme des sortants de l'enseignement technique, agricole MAA/DGER - AgroSup Dijon/Eduter, 2015 – 2016 - 2017) révèlent qu'en moyenne, sur trois promotions du baccalauréat professionnel SAPAT, un peu moins de 20% poursuivent des études en BTS ou à l'université (dont un peu plus de la moitié en BTS) directement à la sortie du baccalauréat.

⁹ Entretien avec Camille, berges de la rivière de son village, mai 2018.

1) Habiter sa ville étudiante par intermittence et mettre entre parenthèses ses engagements locaux

Les choix d'études à proximité permettent à ces jeunes femmes de bénéficier des ressources de la proximité, de conserver un capital social local (Dupray et Vignale, 2019 ; Guérait, Jedlicki et Noûs, 2021 ; Orange, 2017), voire de continuer à participer à des stratégies collectives d'accumulation du capital d'autochtonie. Les poursuites d'études après le BTS ou les écoles de formations supérieures sanitaires et sociales nécessitent toutefois des déplacements plus importants. Dans ce cas, les étudiantes du coin choisissent des villes conformes à leurs manières d'habiter, comme Auriane, qui a choisi Guéret pour poursuivre sa licence professionnelle, malgré l'éloignement géographique (2h de route) :

« Je viens de la campagne... Et c'est un milieu, la ville, ça m'a jamais attirée donc je me cherchais un truc... Donc j'avais postulé à Bordeaux, à Nantes, à Tours, donc tu vois dans des grosses villes... Bordeaux j'avais pas été prise, Tours j'avais été prise. [...] [J'ai choisi] Guéret parce que c'était le plus près de chez moi et que c'était un milieu rural. Enfin ça restait une petite structure enfin... »

Le départ, mais surtout la subordination provisoire des activités de sociabilité familiales et amicales locales au travail scolaire, apparaissent alors comme des conditions de la réussite sociale des étudiantes. Ces sacrifices consentis sont souvent explicités par les jeunes femmes, à l'instar de Vanessa (parents ouvriers) qui se contraignait à rester les week-ends dans sa ville universitaire pour achever la rédaction de son mémoire ou de Sandra (père artisan à son compte, mère secrétaire employée de l'entreprise familiale), au moment où elle achève ses études d'assistante sociale :

S = Je passe quand même à côté de pas mal de choses. Tu vois moi, même avec ma famille, je le vois hein... Des fois tu dis « Ben non, il faut que je bosse donc... »

« *Je peux pas faire ça avec vous* »

S = Et même des fois t'as envie d'aller passer un moment avec eux à la télé ou dire « Tiens on va aux champignons ensemble » quoi !¹⁰

Assurées de pouvoir travailler dans leurs coins, où elles ont souvent effectué leurs stages, ces étudiantes ne nourrissent donc pas d'aspirations au départ, contrairement aux étudiantes de classes populaires sortantes de baccalauréat général, plutôt orientées vers les humanités ou les sciences

¹⁰ Entretien avec Sandra, salon de thé dans un galerie marchande proche de Sarnac, octobre 2019.

sociales, et ne trouvant pas d'emploi correspondant à leur niveau de qualification au moment de leur retour (Guéraud, 2021).

Pendant leurs études, elles cherchent à rentrer, pour entretenir leurs sociabilités amicales et familiales dès qu'elles en ont la possibilité. Cela leur permet de rester intégrées dans des réseaux d'entraide, mais également de faire des économies sur leur loyer. Camille (mère secrétaire, père ouvrier, belle-mère enseignante) a étudié dans le BTS d'une petite ville du département, où elle était interne. Elle est désormais contrainte de partir dans le sud de la France, à 6h de route, pour poursuivre ses études en licence professionnelle, faute d'avoir été acceptée ailleurs. La jeune femme appréhende ce départ (« Cette année, j'étais encore là tous les week-ends. Là je vais me retrouver toute seule. Ça va me faire bizarre quelque temps... »¹¹). La possibilité de rentrer les week-ends, parfois au prix de frais de déplacement conséquents, constitue donc aussi un critère important dans l'orientation de ces jeunes femmes, qui ne se sentent souvent pas à leur place dans les grandes métropoles.

En conservant une vie sociale « chez elles », les jeunes femmes se mêlent peu aux sociabilités étudiantes urbaines. Sandra, dont les parents ont acheté un appartement à Limoges, à 15 minutes à pied du centre-ville, dans un grand ensemble, se déplace en voiture. Lors d'une de mes visites, elle vient me chercher à la gare en voiture et souligne que « Limoges, ça craint quand même ». Dès notre premier entretien, elle m'explique qu'elle sort peu avec ses camarades de promotion :

S = [Limoges] je connais pas beaucoup. Je bouge pas trop trop non plus, parce que je suis avec des filles qui connaissent pas non plus donc on s'aventure pas trop. [*Rire*]. Enfin on a bougé un petit peu, on a fait le marché de Noël, mais c'est pas après... Mais ça va c'est pas moche comme ville quoi ! [...] On passe notre vie à Alinéa, va savoir pourquoi ? Mais c'est assez sympa franchement !

Et vous sortez un peu dans les bars ?

S = Je suis sortie qu'avec une ! On est sorties que toutes les deux. Et puis avec son copain et des potes à lui pour prendre un verre une fois.¹²

Au fil de nos rencontres, espacées d'environ six mois, les sociabilités de Sandra à Limoges restent limitées. Ses retours hebdomadaires au domicile parental, prolongés à l'occasion des stages, ne facilitent pas la familiarisation avec l'espace public urbain où elle se sent en insécurité. Les peurs urbaines des enquêtées se cristallisent au moins autant sur la foule, les incivilités urbaines voire les

¹¹ Entretien avec Camille, bar de son village, juillet 2019.

¹² Entretien avec Sandra, salon de thé dans un galerie marchande proche de Sarnac, janvier 2018.

attentats dans les endroits très fréquentés que sur la solitude dans l'espace urbain ou la circulation pendant la nuit (Condon, Lieber et Mailllochon, 2005), d'où l'évitement des transports publics.

Ces étudiantes du coin sont aussi celles qui, en raison de soutiens familiaux conséquents, ont le privilège de prolonger leur jeunesse, en résidant au moins partiellement chez leurs parents et en recevant des aides de leur part. Moins contraintes par les impératifs professionnels et familiaux que les autres jeunes femmes rencontrées, elles bénéficient aussi souvent de capitaux d'autochtonie familiaux pour investir les sociabilités publiques locales. Leurs engagements associatifs sont toutefois subordonnés aux études et sont entravés par l'éloignement. Ainsi, Sandra a continué pendant un an à entraîner les enfants de son club de foot tous les samedis, malgré des études d'assistante sociale à Limoges. Elle a fini par abandonner cette responsabilité qui entraine en conflit avec ses obligations scolaires et familiales. Elle continue cependant à accompagner son meilleur ami, lui aussi entraîneur, « coup de main » qui est moins bien reconnu que l'engagement de ce dernier.

2) Jongler entre impératifs scolaires et familiaux

Les soutiens familiaux, qui s'ajoutent aux sociabilités sur le territoire d'origine, sont aussi cruciaux pour comprendre ces retours fréquents. Par rapport à l'ensemble de jeunes femmes enquêtées, les étudiantes du coin ont relativement moins de charges domestiques mais restent impliquées dans des systèmes de solidarité familiale genrés. Leur place dans la division du travail est centrale pour comprendre leurs mobilités résidentielles (Mortain et Vignal, 2013) et les mécanismes de réassignation spatiale dont elles sont destinataires (Guéraud, Jedlicki et Noûs, 2021). Par exemple, lors de ses stages, Sandra fait régulièrement des courses pour ses parents et elle cuisine pour son petit frère de 18 ans lorsque ses parents s'absentent pour le week-end. Pour réduire les temps de trajet et les frais d'essence vers son lieu de stage, à trente minutes de route, elle a été logée plusieurs mois par son oncle, en couple avec deux enfants. Elle s'occupe alors beaucoup des enfants et les conduit occasionnellement à l'école en se rendant sur son lieu de stage. Chaque week-end, Coline, étudiante en BTS, vend bénévolement sur les marchés pour ses parents maraîchers.

3) Reporter les engagements conjugaux : « Jamais je m'arrêterai pour un garçon ! »¹³.

Alors que près de 2/3 enquêtées (35/54) ont déjà vécu en couple cohabitant, ce n'est le cas que de deux de ces étudiantes du coin : Auriane et Caroline, dont le compagnon est étudiant à Toulouse et cohabite partiellement avec elle. Le statut étudiant leur confère le privilège de la jeunesse légitime, le droit de « s'amuser » en ne s'engageant pas dans des relations amoureuses trop sérieuses (Santelli, 2019). Le report de l'installation conjugale manifeste la priorité qu'elles donnent aux études puis à leur stabilisation professionnelle. Elles gardent ainsi ouverts l'ensemble des possibles résidentiels et limitent leurs obligations domestiques. Lorsqu'elles ont un compagnon, leurs choix matrimoniaux permettent de limiter les interdépendances conjugales. Camille, 20 ans, va suivre une licence professionnelle dans le sud de la France après un BTS dans le département. Elle est en couple avec un mécanicien de Limoges qui accepte ses attentes (« Dès le départ, j'ai dit : je te préviens je risque de partir loin pour les licences. Et il m'a dit : les études avant le copain. »). La relation conjugale de Caroline, étudiante infirmière, avec un étudiant en architecture à Toulouse, lui permet aussi de reporter l'installation durable.

En revanche, pour celles qui ne disposent pas de soutiens parentaux, comme Auriane, qui a coupé les ponts avec ses deux parents, le couple peut constituer un support matériel, favorisant des engagements conjugaux plus importants. La jeune femme, qui suit un DUT Carrières sociales en Creuse, après un BTS dans le département, est en couple avec un indépendant forestier de 18 ans son aîné, père de trois enfants. Elle rentre le plus régulièrement possible pour passer du temps avec la famille, malgré les conflits entre son rôle quasi maternel et son travail universitaire (« Je sais que quand je viens ici, je peux pas bosser mes cours, quoi »¹⁴). Elle remarque alors le décalage entre son mode de vie et celui de ses camarades de classe (« Pfff ça reste des gamins quoi ! [...] Il y en a une ou deux qui sont plus grandes, mais... Et puis, ouais, moi le contexte : mon copain il est plus âgé, il a des enfants ça m'a changée quoi... »¹⁵).

¹³ Entretien avec Roxane, salon de thé de Sarnac, juillet 2019.

¹⁴ Entretien avec Auriane, hall du cinéma de Tassin, décembre 2018.

¹⁵ Entretien avec Auriane, lac de Tassin, avril 2018.

III. Revenir s'installer dans ses coins : un modèle de réussite sociale local alternatif

Cette expérience étudiante particulière, entre deux univers, est également associée à la promotion d'un modèle de réussite sociale alternatif à celui de la jeunesse étudiante urbaine aux études longues. Les jeunes femmes aspirent à accéder rapidement à l'autonomie matérielle et à s'installer dans leurs coins dès la fin de leurs études, en accédant à un emploi stable et à la propriété en couple. Cette installation précoce leur permet, à cet âge de la vie, de renverser les hiérarchies symboliques dominantes.

1) Une jeunesse responsable : « Pour l'instant, je travaille, et quand j'aurai un CDI, je pourrai prendre des vacances »¹⁶

Parmi les jeunes femmes de classes populaires enquêtées, les étudiantes sont celles qui peuvent légitimement profiter de leur jeunesse, en restant célibataires et en multipliant les sorties entre ami·e·s et les loisirs, bien qu'ils passent après le travail scolaire. Toutefois, le modèle de la jeunesse étudiante urbaine et festive, en décalage avec leurs conditions matérielles d'existence, est tenu à distance. En BTS commerce international à Limoges, Alicia (père ouvrier, mère employée, travailleuse handicapée) valorise la proximité de son logement étudiant avec le lycée, mais surtout son loyer peu élevé et la proximité d'un magasin *discount*. Se sentant en décalage avec l'« immaturité » de ses camarades de classe, elle avait cherché à faire de nouvelles rencontres amicales *via* un site internet.

Par rapport aux étudiantes de classes moyennes et supérieures, elles mettent en avant leurs efforts pour ne pas dépendre matériellement de leurs parents et leur attachement à une morale du travail. Sandra tient à travailler à chaque vacances scolaires et occupait même un emploi les week-ends au cours de sa première année de BTS, en tant que vendeuse dans une épicerie. Vanessa a travaillé tous les étés et vacances scolaires depuis ses seize ans. Mineure, elle a pu être embauchée dans l'usine où travaille sa tante et où les saisonniers ne sont « que de la famille » et continue à y travailler un mois chaque été. Elle complète ainsi les faibles revenus retirés de l'animation de séjours réguliers (2 à 3 par an) pour enfants en situation de handicap. À la fin de ses études, titulaire d'un poste d'éducatrice spécialisée en milieu scolaire, elle souligne le bouleversement qu'a

¹⁶Entretien avec Camille, bar de son village, juillet 2019.

constitué pour elle la possibilité d'avoir des vacances, elle qui n'était pas partie depuis six ans pendant l'été. Cette morale du travail est aussi associée à un rapport ascétique à l'argent, qui est avant tout destiné à financer leurs études. Les jeunes femmes cherchent ainsi à minimiser la charge matérielle déjà conséquente qu'elles représentent pour leurs parents et cela a aussi des effets sur leurs aspirations scolaires puisqu'elles valorisent des études courtes perçues comme rentables.

2) Mise à distance de la norme des études longues

Au-delà de l'écart avec le mode de vie hédoniste associé à la jeunesse étudiante, les jeunes femmes rencontrées pointent donc le caractère court et professionnalisant de leurs études. Vanessa revendique la valeur du baccalauréat professionnel face à des diplômes généraux, offrant la possibilité d'acquérir rapidement une autonomie matérielle par l'activité professionnelle :

« Après moi j'ai été quand même contente, même si j'ai poussé plus loin dans mes études... C'est que, quand même, ce bac pro là, c'est pouvoir te diriger dans la vie et te diriger rapidement. Après d'autres vont être dans le flou, parce qu'ils se rendent compte qu'au final c'était pas un métier qu'ils voulaient, et ils vont le faire par défaut. Mais je sais que moi, ça m'a justement aidée à m'ouvrir à plus de possibilités, quand même. Mais j'ai plusieurs copines qui ont fait des bacs généraux, qui vont loin dans les études, qui font des choses que je savais même pas que ça existait. Et qui changent d'avis au bout de deux jours, parce qu'elles savent pas et... Ouais, mais là on va avoir 23 ans, t'as envie de gagner ton pain... »¹⁷

Cette mise à distance des études longues et généralistes passe aussi par la valorisation des savoirs pratiques, opposés au scolaire. La distanciation de la culture scolaire dans les classes populaires (Dafflon, 2018), au profit de l'ordre technique (Grignon, 1971) et usinier (Willis, 2011), n'est donc pas réservée aux garçons. Caroline, qui est l'une des meilleures amies de Vanessa depuis le lycée, souligne par exemple qu'elle est « contente d'aller en stage » pendant ses études d'infirmière car elle « déteste l'école » et être « sur une chaise toute la journée »¹⁸.

En tenant à distance le modèle de la jeunesse étudiante dépendante matériellement de ses parents, festive et urbaine ainsi que les études longues au profit d'études courtes rentables dans l'espace local, ces jeunes femmes incarnent aussi un modèle de réussite sociale local, à distance des grandes agglomérations où se concentre la culture légitime. Elles peuvent s'installer rapidement à la fin de leurs études, en ayant accédé à l'emploi stable. Intégrées dans des groupes d'appartenance populaires et inscrites dans des stratégies familiales de reproduction centrées sur

¹⁷ Entretien avec Vanessa, bar de Sarnac, janvier 2020.

¹⁸ Entretien avec Caroline, appartement, février 2020.

l'espace local¹⁹, ces jeunes femmes témoignent cependant d'une réappropriation des normes dominantes et sont conscientes de leur mobilité sociale. Les relations amicales sont par exemple affectées par ces petites mobilités. Vanessa souligne ainsi qu'elle ne parle qu'avec Caroline de son travail, qui n'intéresse pas ses autres amies :

« Juste un truc bête, c'est que moi je suis passionnée par ce que je fais et l'une des seules qui va m'écouter quand je parle de mon travail ou quoi, ça va être Caroline, qui est très à l'écoute et qui est très intéressée de tout. Mais je sais que si, avec mes copines, je commence à parler de boulot ça va être : "Oh ça va aller, profite un peu, tu nous gonfles avec ton boulot." C'est pas les mêmes centres d'intérêt quoi. Pour elles ça n'a pas d'importance, de signification spéciale, chacun est dans son truc. Il y a cette démarcation où... Justement, moi j'ai une copine qui a pas eu le bac pro, elle est pas allée plus loin... Elle a eu un petit boulot à mi-temps, elle s'est mise en couple, elle est dans un appart', elle a sa petite vie et tout ça... Mais du coup, le fait que moi j'ai fait mes études, que je suis partie... Ben du coup, j'ai un poste un peu plus important qu'elle, des choses comme ça... Du coup ça marque aussi une différence et justement, parler de son boulot ça peut mettre des distances, si j'en parlais. »²⁰

Vanessa a donc conscience d'avoir cultivé un rapport au travail différent de celui de ses amies, lié à ses études. Ces étudiantes qui accèdent à des emplois des professions intermédiaires ont donc conscience de vivre une ascension sociale et font l'expérience d'une « évolution »²¹ de leur position sur leur territoire d'origine, malgré leur intégration dans les classes populaires locales.

IV. Conclusion

Finalement, les aspirations scolaires et l'expérience étudiante sont modelées par des stratégies familiales de reproduction centrées sur l'espace local et par l'entretien d'un capital d'autochtonie. Les étudiantes du coin ajustent leurs aspirations pour parvenir à se stabiliser dans l'espace local. Alors que leurs frères restent souvent dans les coins et accèdent rapidement à la propriété, ces jeunes femmes doivent investir dans l'école pour parvenir à une stabilité matérielle. Ces investissements scolaires conséquents, soutenus par les mères, ne les empêchent pas de continuer à entretenir un capital d'autochtonie familial dans leurs coins, jouant comme force de rappel. Ce travail, subordonné à leur travail scolaire, est toutefois peu reconnu puisqu'elles donnent souvent

¹⁹ Alors que la plupart sont célibataires à la fin de l'enquête, on peut aussi supposer que leurs alliances matrimoniales les rapprochent de ces classes populaires, reproduisant ainsi des configurations familiales observées chez leurs parents avec une mère profession intermédiaire et un père ouvrier ou petit indépendant.

²⁰ Entretien avec Vanessa, bar de Sarnac, janvier 2020.

²¹ Terme employé par plusieurs enquêtées, en particulier par Sandra.

des « coups de main » pour leurs proches. La mise à distance du modèle de la jeunesse étudiante urbaine et hédoniste se traduit donc dans leurs pratiques, marquant une réappropriation populaire de la norme des études longues. Ainsi, malgré des investissements scolaires conséquents et une aspiration à la poursuite d'études (Poullaouec, 2010), les filles de classes populaires investissent dans l'enseignement supérieur selon des modalités spécifiques (Orange, 2013), en particulier dans les espaces ruraux, éloignés des grands pôles culturels et où les classes supérieures sont peu présentes.

Bibliographie

ARRIGHI J.-J., 2004, « Les jeunes dans l'espace rural : une entrée précoce sur le marché du travail ou une migration probable », *Formation Emploi*, 87, 1, p. 63-78.

BESSIERE C., GOLLAC S., 2020, *Le genre du capital : comment la famille reproduit les inégalités.*, Paris, La Découverte, 326 p.

BOURDIEU P., 1974, « Avenir de classe et causalité du probable », *Revue française de sociologie*, 15, 1, p. 3-42.

CONDON S., LIEBER M., MAILLOCHON F., 2005, « Insécurité dans les espaces publics : comprendre les peurs féminines », *Revue Française de Sociologie*, 46, 2, p. 265-294.

DAFFLON A., 2018, « « On n'est pas là pour faire des théories ». La socialisation politique des jeunes en milieu rural en Suisse », *Sociétés contemporaines*, 112, 4, p. 73-96.

DEVAUX J., 2015, « L'adolescence à l'épreuve de la différenciation sociale Une analyse de l'évolution des manières d'habiter de jeunes ruraux avec l'âge », *Sociologie*, 6, 4, p. 339.

DEVILLE C., 2019, *Les chemins du droit. Dématérialisation du RSA et distance à l'État des classes populaires rurales.*, Thèse de doctorat en sociologie, Amiens.

DUPRAY A., VIGNALE M., 2019, « Les diplômés qui reviennent dans leur département d'origine : ce que le territoire dit de l'influence d'un capital social », *Revue Jeunes et Société*, 4, 2, p. 63-93.

GOLLAC S., 2013, « Propriété immobilière et autochtonie : Les trajectoires immobilières, sociales et politiques d'un maçon breton et de ses descendant-e-s », *Politix*, n° 101, 1, p. 133.

GRIGNON C., 1971, *L'ordre des choses : les fonctions sociales de l'enseignement technique*, Paris, France, Éditions de Minuit, 363 p.

GROSSETTI M., LOSEGO P., 2003, *La territorialisation de l'enseignement supérieur et de la recherche: France, Espagne et Portugal*, Paris Torino Budapest, l'Harmattan (Géographies en liberté).

- GUERAUT É., 2021, « Retour à Lergnes », *Geneses*, n° 122, 1, p. 107-126.
- GUERAUT É., JEDLICKI F., NOUS C., 2021, « L'émigration étudiante des « filles du coin » : Entre émancipation sociale et réassignation spatiale », *Travail, genre et sociétés*, 46, 2, p. 135-155.
- LEMETRE C., ORANGE S., 2016, « Les ambitions scolaires et sociales des lycéens ruraux », *Savoir/Agir*, N° 37, 3, p. 63-69.
- MORTAIN B., VIGNAL C., 2013, « Processus de décohabitation en milieux populaires : Le poids des rôles familiaux de substitution sur les parcours féminins », *Agora débats/jeunesses*, 63, 1, p. 23.
- MOSCONI N., 1983, « Rapports entre division sexuelle du travail et inégalités des chances entre les sexes à l'école », *Revue française de pédagogie*, 62, 1, p. 41-50.
- ORANGE S., 2009, « Un « petit supérieur » : pratiques d'orientation en section de technicien supérieur », *Revue française de pédagogie. Recherches en éducation*, 167, p. 37-45.
- ORANGE S., 2013, *L'autre enseignement supérieur*, Paris, Presses Universitaires de France.
- ORANGE S., 2017, « « Celles qui restent ». La fausse inertie des jeunes diplômées du coin », dans BEAUD S., MAUGER G. (dirs.), *Une génération sacrifiée ? Jeunes des classes populaires dans la France désindustrialisée.*, Paris, Éditions Rue d'Ulm (Sciences sociales), p. 113-125.
- PALHETA U., 2017, « Espoirs scolaires et déboires professionnels des filles d'origine populaire », dans BEAUD S., MAUGER G. (dirs.), *Une génération sacrifiée ? jeunes des classes populaires dans la France désindustrialisée*, Paris, Éditions Rue d'Ulm (Sciences sociales), p. 99-111.
- POULLAOUÉC T., 2010, *Le diplôme, arme des faibles : les familles ouvrières et l'école*, Paris, Dispute (L'enjeu scolaire), 147 p.
- RENAHY N., 2010, « Classes populaires et capital d'autochtonie. Genèse et usages d'une notion », *Regards Sociologiques*, 40, p. 9-26.
- SANTELLI E., 2019, « « Profiter de sa jeunesse avant de se caser » », *Agora débats/jeunesses*, N° 83, 3, p. 25-42.
- SCHWARTZ O., 2011, « Peut-on parler des classes populaires ? », *La Vie des idées*.
- WILLIS P., 2011, *L'école des ouvriers*, traduit par HOEPFFNER B., Agone.